

Le 30 octobre dernier, la direction de Bull a fini par annoncer la couleur, 930 postes seront supprimés avant décembre 1985.

BULL LICENCIE pour l'exemple

S'agit-il de réductions d'effectifs ou de licenciements ? La direction du groupe Bull tente d'entretenir l'ambiguïté ; elle affirme tabler sur un contrat de préretraite, des mutations et les départs « naturels » pour résorber les sureffectifs qu'elle vient de découvrir. Mais dans l'énoncé de son « plan d'adaptation économique et social », le terme de **licenciement économique** revient à toutes les pages.

Parmi le personnel et les syndicalistes, c'est le plus grand scepticisme quant à la portée de ces « mesures sociales » : comment croire qu'une direction qui a étalé sa carence en matière de formation du personnel et d'adaptation des salariés aux évolutions technologiques (1) alors que ceux-ci appartenaient à l'entreprise va brusquement faire le nécessaire... juste avant de s'en séparer ?

En fait, Bull groupe nationalisé opérant dans un secteur de pointe : l'informatique, s'apprête à licencier.

La direction tente de justifier ce plan par la situation économique et financière du groupe.

Mais les suppressions d'emploi vont-elles redresser Bull ? Personne, et surtout pas la direction de Bull, ne se hasarde à le prétendre. Finalement, c'est F. Lorentz (directeur général du groupe) qui a vendu la mèche : il va y avoir, en 1985 et 1986 un grand « débat » sur les entreprises nationalisées, lié à la proximité des élections législatives, et Bull — paraît-il — sera particulièrement dans le collimateur.

En clair, il faut montrer que les nationalisées sont gérées avec la même « rigueur » que les entreprises privées, et dans la langue de bois de la modernisation qui dit rigueur dit licenciements !

Et de fait, il faut bien constater que c'est au moment où l'état donne enfin les fonds nécessaires au groupe (subventions financées entre autre par l'augmentation de la taxe téléphonique ; prise en charge du remboursement des anciens actionnaires, etc.) que les licenciements sont à l'ordre du jour. Le plan de la direction du Bull est un gage politique donné au gouvernement, mais aussi à la droite et au CNPF. Car toutes

les questions posées sur l'année 1986, en particulier celle de l'avenir de la ligne DPS 7, n'ont reçu que des réponses évasives.

En réalité, le groupe Bull souffre d'une absence chronique d'ambition en matière de création de nouveaux produits et d'un manque de maîtrise de sa politique industrielle. Cela fait maintenant plus de deux ans que l'Etat a pris le contrôle de CII-HB, SEMS et TRANSAC (qui avec MICRAL ex R2E constituent le groupe Bull) qu'une nouvelle direction a été nommée par les pouvoirs publics et qu'HIS (honeywell) a baissé sa participation au capital passant de 47 % à 20 % puis à moins de 10 %. Pourtant jamais le groupe n'a été aussi dépendant de l'extérieur, notamment d'HIS : à l'exception du DPS7, de la carte à mémoire CP8 et de l'imprimante Mathilde, tous les autres produits mis au catalogue, sont sous licence. Ce qui hypothèque l'avenir et coûte cher dans l'immédiat : en 1983, la redevance annuelle payée à HIS s'élevait déjà à 250 millions de francs soit un peu plus que l'économie escomptée par la direction en supprimant 930 postes.

A nouveau c'est la vocation de Bull qui est en jeu : le groupe restera-t-il un authentique constructeur d'ordinateurs, avec ce que cela implique comme travail de conception et de développement ou bien s'orientera-t-on vers la solution « ICL » ? C'est-à-dire des licenciements massifs pour rétablir les comptes financiers.

FEU LE PAFE

Au moment où les pouvoirs publics et les médias se répandent en discours lénifiants sur l'informatique créatrice d'emplois et font miroiter aux licenciés de la sidérurgie et de l'automobile, le mirage des congés reconversion vers les nouvelles technologies, la nouvelle affaire Bull, survenant après la restructuration de la téléphonie, résonne un peu comme un appel à la réalité.

Il n'y a plus grand monde aujourd'hui pour prétendre que l'informatique crée des emplois dans les entreprises où elle s'installe. L'idée la plus répandue c'est que l'informatisation crée des emplois en amont (constructeurs d'ordinateurs, sociétés d'ingénierie et de service) et que finalement le solde est globalement positif.

La menace de licenciements chez Bull s'inscrit en faux contre de telles croyances et sonne le glas du Plan d'action filière électronique. On n'aura pas le cœur d'ironier sur les 80 000 emplois que devait créer le PAFE (2)... ni sur le rôle moteur du secteur nationalisé en matière de lutte contre le chômage.

Aujourd'hui chez Bull, l'heure est à la lutte (3), lutte contre le plan de la direction : le 13 octobre, quatre directeurs ont été séquestrés pendant 24 heures le 29 octobre, le nouveau siège social de la Bull a été occupé pendant 5 heures le 13 décembre à la suite d'une nouvelle manifestation qui réunissait 1 000 personnes, le Centre de calcul de Cluses a été bloqué le 17 décembre. Lutte pour obliger les pouvoirs publics à prendre leurs responsabilités sans se cacher derrière la prétendue autonomie de gestion des directions des entreprises nationalisées, la lutte pour éviter qu'une logique étroitement financière (équilibrer les comptes) n'hypothèque définitivement l'avenir en liquidant toute capacité à développer une informatique différente du modèle imposé par les multinationales nord-américaines ou japonaises.

Francois Duval, 15/12/84

- 1) "Des ordinateurs coincés par la pape-rasse" le Canard Enchaîné du 21/10/84.
- 2) "La filière électronique en pleine révision" Libération 22/11/84.
- 3) Cf. Syndicalisme Hebdo, n° 2042 du 29 nov. "Informatique : si toi aussi tu t'abandonnes..."